



Photo: UN Women / Carlos Ngeleka

Progrès entravés : Pourquoi les marchés du travail ne répondent pas aux besoins des femmes.

Pourquoi les inégalités entre les sexes persistent-elles sur le marché du travail, malgré la réduction des écarts entre les sexes en matière de scolarisation et de niveau d'instruction ? Les recherches financées par le programme CEDEF mettent en lumière les dynamiques complexes qui façonnent les choix et les possibilités d'emploi des femmes.

QUELS SONT LES ENJEUX ?

Compte tenu des récentes améliorations au chapitre de l'éducation, de la santé et de la représentation politique des femmes dans de nombreuses parties du monde, nous pourrions nous attendre à observer des gains semblables dans leurs résultats en matière d'emploi. Toutefois, ce n'est pas ce qui s'est produit. En fait, le Rapport mondial sur l'écart entre les genres de 2017 suggère que les femmes perdent de plus en plus de terrain en ce qui concerne leur participation à la population active, leur capacité de gain, et leur présence dans les emplois professionnels et techniques - qui sont souvent les plus souhaitables.

PRINCIPALES CONSTATATIONS :

- La ségrégation continue du marché du travail perpétue les inégalités entre les sexes.
- Le fardeau des soins non rémunérés qui pèse sur les femmes limite leur potentiel sur le marché du travail.
- Les rôles sexospécifiques et les normes sociales renforcent l'inégalité des résultats.
- La violence sexospécifique mine davantage les choix et les moyens d'action des femmes.

Il est essentiel de résoudre ces inégalités pour atteindre les objectifs de développement durable no 5 (parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) et no 8 (promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous). De plus, nous devons mieux comprendre les obstacles qui freinent les femmes et limitent leur capacité à prendre des décisions autonomes qui pourraient améliorer leurs moyens de subsistance.

APPROCHE

En utilisant différents outils et diverses approches, les équipes soutenues par le programme CEDEF ont mené 14 projets de recherche englobant 50 pays du Sud, plus particulièrement l'Asie du Sud et l'Afrique subsaharienne. Elles ont examiné l'interaction entre les marchés du travail, les inégalités persistantes entre les sexes, ainsi que l'autonomisation économique des femmes, afin de cerner des solutions potentielles aux obstacles auxquels font face les femmes. Les méthodes de recherche comprenaient une analyse des données d'enquête, la mise à l'essai des interventions prometteuses, et un travail sur le terrain qualitatif approfondi en vue d'acquies une compréhension plus nuancée des expériences vécues par les femmes et des obstacles en jeu. Ces études fournissent de nouvelles données sur la façon dont les femmes se débrouillent sur les marchés du travail des pays en développement, ainsi que les conditions microéconomiques et macroéconomiques, les normes sociales, et les facteurs structurels qui restreignent ou facilitent leurs choix.

PRINCIPALES CONSTATATIONS

La ségrégation continue du marché du travail perpétue les inégalités entre les sexes.

Les recherches du programme CEDEF révèlent que la ségrégation professionnelle - les hommes et les femmes sont cantonnés dans des fonctions et des secteurs différents - constitue une source importante d'inégalité entre les sexes sur les marchés du travail. La ségrégation s'est avérée remarquablement stable au fil du temps, ce qui a empêché les femmes d'accéder aux emplois les mieux rémunérés et de qualité supérieure. Une étude, qui examinait les données provenant de 69 pays en développement de 1980 à 2011, a révélé que la ségrégation avait augmenté dans plus de pays que dans ceux où elle avait diminué, peu importe les changements dans les revenus par habitant. Par ailleurs, la recherche sur les transitions entre l'école et le travail menée dans six pays africains a révélé que seules les femmes du Ghana et du Kenya délaissent l'agriculture pour diversifier les types d'emplois rémunérés qu'elles exercent. Même dans ce cas, les gains ont été modestes comparativement aux améliorations dans les niveaux d'éducation des filles.

Plusieurs études ont indiqué que les femmes sont surreprésentées dans le secteur informel, où les conditions de travail sont mauvaises et les revenus sont précaires. De plus, il existe une ségrégation persistante dans les secteurs à prédominance masculine, tels que le secteur minier, où les femmes sont reléguées à des emplois peu rémunérés. Les



Photo: LIDRC /Nijay Kurty

rôles sexospécifiques et les normes sociales profondément enracinées, ainsi que les différences dans la formation professionnelle des hommes et des femmes, contribuent à perpétuer la ségrégation du marché du travail.

Le fardeau des soins non rémunérés qui pèse sur les femmes limite leur potentiel sur le marché du travail.

Des recherches financées par le programme CEDEF et menées dans cinq pays ont examiné la façon dont les femmes et les familles à faible revenu parviennent à concilier le travail non rémunéré lié aux soins et le travail rémunéré. De façon générale, ces recherches ont révélé que les tâches domestiques et les soins non rémunérés - renforcés par les normes sociales - nuisent à la capacité des femmes de gagner un revenu. De plus, dans 16 sites d'étude répartis en Inde, au Népal, au Rwanda et en Tanzanie, la recherche a révélé que les femmes effectuent la majorité des travaux non rémunérés dans leur ménage. Les occasions d'emploi limitées qu'elles ont dénichées et conciliées avec leurs tâches ménagères étaient peu rémunérées et épuisantes.

Le mariage (ou la cohabitation) ainsi que la maternité ont une incidence considérable sur les choix et les résultats des femmes en matière d'emploi. Plusieurs études menées dans le cadre du programme CEDEF ont documenté la difficulté qu'éprouvent les femmes, dans divers contextes, à demeurer sur le marché du travail une fois qu'elles sont mariées - des fabriques de vêtements au Bangladesh jusqu'à l'exploitation minière artisanale dans les pays de l'Afrique de l'Est.

Les demandes de garde d'enfants, les mariages précoces et la maternité ont un effet durable sur les résultats des femmes en matière d'éducation et d'emploi. Cependant, les données probantes provenant du Kenya et découlant du programme CEDEF suggèrent que des services de garde abordables et de qualité peuvent changer les choses en permettant aux femmes de prendre plus de temps pour elles et de se consacrer à un travail rémunéré. Après un an, les femmes qui avaient obtenu un accès gratuit à des services de garde étaient 17 % plus susceptibles d'occuper un emploi rémunéré que celles qui ne bénéficiaient pas de ce même accès.

Les rôles sexospécifiques et les normes sociales renforcent l'inégalité des résultats.

Les rôles sexospécifiques et les normes sociales affectent la division du travail entre les activités rémunérées et non rémunérées, la participation des femmes à la population active, et la ségrégation du marché du travail. Ils peuvent également déterminer la réussite ou l'échec des interventions stratégiques visant l'autonomisation des femmes. Par ailleurs, les recherches financées par le programme CEDEF au Sri Lanka ont souligné que, comme dans bon nombre d'autres pays, les femmes sont très limitées par les normes sociales sexospécifiques qui sont codifiées dans des règles formelles, comme celles qui empêchent la vente ou la gestion des terres sans l'autorisation du mari.

Il peut être difficile de faire la distinction nette entre les préférences individuelles et les normes sociales. Dans bon nombre de pays enquêtés, les femmes préfèrent travailler à domicile afin de mieux remplir leur rôle de pourvoyeuses de soins qu'elles sont censées jouer. Dans les mines artisanales d'Afrique orientale et centrale, les choix des femmes en matière d'activités professionnelles reflétaient en partie leur désir de paraître « respectables ».

Les marchés du travail sont eux-mêmes marqués par la sexospécificité. Il existe des différences entre les règles et les structures, officielles et non officielles, qui régissent la façon dont les hommes et les femmes tirent un revenu de leur travail. Ces différences créent des écarts entre les sexes sur le plan des résultats en matière d'emploi et déterminent si les femmes sont autonomisées par les marchés du travail, ou simplement épuisées.

Les recherches du programme CEDEF indiquent qu'il sera difficile, mais possible de changer les normes nuisibles au fil du temps. Au Bangladesh, les petites incitations financières versées à la condition que les filles ne se marient pas avant l'âge de 18 ans ont contribué à retarder le mariage et à maintenir les filles à l'école. Comme le démontrent toutes les recherches, la mise en place de changements plus transformateurs prend un certain temps.

La violence sexospécifique mine davantage les choix et les moyens d'action des femmes.

Les recherches du programme CEDEF suggèrent que la violence sexospécifique - ou même la peur de celle-ci - renforce les rôles sexospécifiques, à la maison et à l'extérieur. La violence conjugale a une incidence directe sur la dynamique des ménages et la capacité des femmes à prendre des décisions indépendantes, y compris des décisions en matière d'emploi. La violence ou l'intimidation à l'extérieur du foyer peut limiter la mobilité des femmes, ce qui les oblige à travailler ou à étudier dans un endroit situé à proximité de leur domicile. Par ailleurs, une étude sur l'accès des femmes à la formation professionnelle au Punjab a révélé que la perception du danger fait en sorte que les femmes des régions rurales hésitent à s'aventurer au-delà des limites de leur village en vue de recevoir une formation

professionnelle. Même l'octroi d'une allocation s'est avéré insuffisant pour les encourager à le faire.

Les liens entre la violence sexospécifique et l'emploi des femmes sont complexes. Dans certains contextes, l'emploi peut réduire la violence conjugale en augmentant le pouvoir de négociation des femmes. Toutefois, dans les sociétés patriarcales, l'emploi peut augmenter la violence en remettant en question les rôles masculins traditionnels. Des facteurs externes, tels que le stress économique, peuvent également façonner les choix des femmes en matière d'emploi ainsi que l'incidence de la violence conjugale. Une étude utilisant des données quantitatives provenant de 35 pays a constaté un lien négatif entre l'accès des femmes à un emploi rémunéré et les abus physiques ou psychologiques signalés; en moyenne, les femmes ayant un emploi rémunéré ont signalé moins d'abus. Cependant, on a observé des variations régionales importantes : les femmes travaillant en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi qu'en Afrique de l'Est, étaient plus susceptibles d'être victimes d'abus.

RÉFLEXIONS DE POLITIQUE

Les études de cas et les analyses du programme CEDEF comblent des lacunes importantes concernant la documentation sur la manière dont les femmes se débrouillent sur les marchés du travail des pays en développement. De plus, elles révèlent les conditions, les normes et les facteurs qui restreignent ou facilitent les choix des femmes. Ces nouvelles connaissances soulignent les approches en matière de politiques et de programmes qui pourraient changer les choses.

Intégrer l'analyse sexospécifique dans la conception des politiques économiques et commerciales.

Comme le démontrent les recherches du programme CEDEF, les marchés du travail demeurent obstinément séparés, et les femmes sont surreprésentées dans les emplois informels faiblement rémunérés et de piètre qualité. Par conséquent, les politiques visant à augmenter l'activité économique dans un secteur donné peuvent avoir des répercussions très différentes sur l'emploi des hommes et des femmes. Les recherches menées au Brésil et en Afrique du Sud ont révélé dans quelle mesure la ségrégation entre les sexes sur les marchés du travail produit différents résultats en matière d'emploi pour les hommes et les femmes, lorsque les gouvernements mettent en place des politiques de libéralisation des échanges. Les constatations soulignent la nécessité de mener une analyse des répercussions sexospécifiques des politiques commerciales et d'autres politiques macroéconomiques, afin d'éviter d'enraciner davantage les inégalités. Lorsque la croissance de l'emploi se concentre dans les secteurs à prédominance masculine, il est impossible d'améliorer la situation des femmes en augmentant les niveaux d'emploi. Dans les pays en développement, les politiques qui s'attaquent aux marchés du travail informels doivent accorder une attention particulière aux besoins précis des femmes, étant donné leur forte présence dans ce secteur.

Adapter les programmes de formation pour aborder les contraintes et les besoins des femmes.

Des programmes de développement des compétences bien conçus peuvent élargir l'éventail des choix qui s'offrent aux femmes et éliminer certains obstacles auxquels elles font face. Cependant, les programmes doivent être conçus pour répondre aux besoins des hommes et des femmes, tant au chapitre des types de travail qu'ils font habituellement que des facteurs qui les aident à y participer. Il existe une tension entre la nécessité de réduire la discrimination sur le plan de l'emploi et le fait d'outiller les femmes pour leur permettre d'occuper les types d'emplois qu'elles sont susceptibles d'occuper. Ce phénomène est propre au contexte : il faut cerner les lacunes en matière de compétences des hommes et des femmes par rapport aux possibilités d'emploi à l'échelle locale. Par ailleurs, il faut tenir compte de l'emplacement et du transport, ainsi que de l'accès aux soins à l'enfance, dans les programmes qui ciblent les femmes, étant donné les contraintes sur le plan de leur mobilité et de la part disproportionnée des soins qu'elles assument. Une fois mis en oeuvre, les programmes doivent être évalués à l'aide d'une analyse sexospécifique et modifiés au besoin pour améliorer l'employabilité des femmes.

Éliminer les préjugés sexistes, dans les cadres et les institutions, qui limitent les débouchés économiques des femmes.

Les cadres juridiques et d'autres institutions officielles contiennent des préjugés sexistes qui entravent la participation des femmes aux emplois rémunérés. Par exemple, les recherches du programme CEDEF qui portent sur les ménages dirigés par des femmes au Sri Lanka ont montré comment le droit coutumier limite le choix de moyens de subsistance des femmes et leur maîtrise des ressources économiques au cours d'un relèvement post-conflit. Des réformes seront nécessaires pour éliminer de tels préjugés et ainsi permettre aux femmes de bénéficier d'une autonomisation économique.

Mettre à l'essai les mesures incitatives et les programmes d'autonomisation pour changer les normes et les rôles sexospécifiques.

Comme l'indiquent les recherches menées au Bangladesh, des incitations financières bien conçues peuvent aider à changer les normes qui perpétuent les inégalités. Quant aux recherches menées ailleurs, elles ont révélé que, au fil du temps, il est possible de modifier de façon encore plus profonde le sentiment de pouvoir des femmes. Les organisations de la société civile peuvent être des alliés importants pour faire progresser les normes sociales qui améliorent l'autonomisation économique des femmes. Ainsi, la conception des mesures incitatives et des programmes d'autonomisation doit être étroitement adapté aux contextes locaux.

Alléger le « fardeau des soins » grâce à des politiques sociales équitables pour les femmes et les hommes.

Les études menées dans le cadre du programme CEDEF, comme la plupart des recherches antérieures, souligne le lourd fardeau du travail non rémunéré qu'accomplissent les femmes. Comme l'ont montré les recherches menées au Kenya, l'élargissement de l'accès à des services de garde abordables constitue une mesure importante pour alléger ce fardeau. Les mesures de protection des marchés du travail, telles que les congés payés pour les mères de jeunes enfants, peuvent aider davantage les femmes à trouver de meilleurs emplois dans le secteur structuré.

De nombreuses recherches ont démontré que certains moments de la vie, tels que la transition entre l'école et le travail, le mariage et la maternité - jouent un rôle crucial dans le façonnement des trajectoires professionnelles des femmes et des filles. Cela justifie l'adoption d'une approche axée sur le « cycle de vie » à l'égard des politiques relatives au marché du travail. Par exemple, il faudrait mettre en place des mesures ciblées pour aider à maintenir les filles à l'école, ainsi que des programmes d'emploi et de formation pour améliorer leurs perspectives d'emploi lorsqu'elles arriveront sur le marché du travail.

La synthèse a été préparée par Martha Melesse et Mary O'Neill, sur la base des conclusions d'un examen des données rédigé par James Heintz, lequel s'est penché sur la recherche récemment soutenue sur les sexospécificités et les marchés du travail, ainsi que l'autonomisation économique des femmes dans l'hémisphère Sud.



International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international



Le programme **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)** est un partenariat financé par plusieurs bailleurs de fonds et établi entre le Department for International Development du Royaume-Uni, la Fondation Hewlett, et le CRDI.

Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)
Centre de recherches pour le développement international
CP 8500, Ottawa, Ontario, Canada K1G 3H9
Téléphone: +1 613-236-6163
Télécopieur: +1 613-657-7749
Courriel: grow@crdi.ca
www.crdi.ca/cedef